

ÉDITION SPÉCIALE À PROPOS DE LA «CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LA GUERRE, L'EXPLOITATION ET LE TRAVAIL PRÉCAIRE» QUI S'EST TENUE À MUMBAI (INDE) DU 18 AU 20 NOVEMBRE 2016...

Nous l'avions annoncé dans le précédent numéro de *L'Anarcho-syndicaliste* de septembre-octobre 2016: une délégation de trois camarades de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes* a participé aux travaux de la «*Conférence mondiale contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire*» qui s'est tenue à Mumbai (Inde) du 18 au 20 novembre 2016, à l'invitation de quatre groupements syndicaux indiens.

Les textes de leurs interventions à la tribune et leur compte-rendu de la conférence sont publiés dans ce numéro spécial.

Pour nous, militants anarcho-syndicalistes, il s'agit de la continuité de notre engagement, depuis l'adhésion de l'U.A.S., à Paris, en 1996, à (ce qui fut) l'*Entente internationale des travailleurs*, et, plus récemment, notre contribution à la conférence ouvrière de Tarragone, en mars 2013: prendre notre part, toute notre part, à la (re)construction d'une véritable internationale du mouvement ouvrier.

LES INTERVENTIONS DE CAMARADES DE L'U.A.S.

Nous sommes une association de militants syndicalistes attachés à l'indépendance totale des syndicats, vis-à-vis des partis politiques, philosophiques, du patronat, des religieux, de tous les gouvernements - quelles que soient leurs couleurs politiques -, et indépendants de tous les partis qui aspirent au pouvoir.

Nous réaffirmons, mes chers camarades, la reconnaissance de la lutte des classes et la nécessité pour le mouvement ouvrier de REFUSER toute collaboration, intégration à tout pouvoir fut-il celui d'un «*État ouvrier*».

Nous constatons que les groupements, qui ont mis leur espoir dans la prise du pouvoir pour voir se réaliser la société du bonheur, de la justice, de la liberté, ont subi de graves déceptions et ont payé par une dictature inhumaine et trop souvent par la vie de leur militants et des populations. C'est pourquoi notre volonté d'indépendance du syndicalisme avec les pouvoirs, partis politiques et organisations religieuses est une exigence existentielle.

Nos actions syndicales sont très simples mais la tâche est immense: les revendications quotidiennes, la coordination des efforts des ouvriers pour l'amélioration immédiate des conditions de travail et de vie des travailleurs et de leur famille (parents enfants...). C'est la base du syndicalisme, c'est l'amélioration tous les jours, petit à petit, des conditions de travail, de vie, quand on est en état de travailler, quand on est malade ou quand on est vieux, que l'on puisse avoir une vie paisible.

Et bien entendu cette exigence a une condition: c'est la priorité du combat contre la guerre, contre ceux qui organisent ce crime généralisé et qui en profitent, c'est-à-dire: les banques, le système financier, le patronat, les gouvernements. Mais il nous faut aussi combattre toutes les organisations collaboratrices,

notamment les organisations subsidiaires qui collaborent à l'exploitation des travailleurs. Notre devise, naturellement, est: «*Pain Paix Liberté. Non à la guerre!*».

L'action du syndicat ne se résume pas à cette amélioration quotidienne des conditions de travail, à tenter d'éviter la destruction des conditions de travail. Notre action a aussi pour but l'émancipation intégrale des travailleurs qui ne pourra se réaliser que contre l'exploitation capitaliste des travailleurs, en préparant et en permettant à la classe ouvrière d'organiser la grève générale qui mettra à bas ce système. Ce sont les principes généraux, mes camarades, et aujourd'hui en France, comme partout, on s'en rend compte. Nous avons écouté avec attention les diverses interventions: partout dans le monde, on observe une attaque sans précédent contre les ouvriers, les travailleurs.

Aujourd'hui en France, tout l'édifice social mis en place depuis plus d'un siècle, est détruit petit à petit, par un gouvernement qui se prétend de gauche et socialiste, comme dans d'autres pays en Europe. Nous avons vu les mêmes catastrophes sociales, organisées par des gouvernements qui se prétendaient aussi de gauche.

En France, aujourd'hui, sous les injonctions du F.M.I., de l'O.M.C., et pour notre secteur de l'U.E. (Union européenne), assistés dans leurs œuvres destructrices par la C.S.I. (Confédération syndicale internationale) et la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats), le gouvernement est en train d'organiser la destruction totale de tous les acquis. Ainsi, en France, pays qui était en avant garde, le code du Travail est en train d'être supprimé! Les retraites sont retardées, les retraites sont diminuées. Les garanties données aux salariés malades, par le biais de la sécurité sociale, sont restreintes, diminuées. Et petit à petit, ce qui était de l'action collective, c'est-à-dire la sécurité sociale, est transformé en assurance privée. La logique actuelle, c'est la destruction de la protection collective pour la transférer à des protections individuelles. Mais, mes chers camarades, pour pouvoir avoir une protection individuelle, il faut avoir de l'argent pour payer l'assurance. Il faut avoir des contrats de travail fiables, durables, donc pas des C.D.D.(contrat à durée déterminée). En Inde, j'ai entendu que 94% des contrats étaient des contrats précaires. Quand on a un contrat précaire, on a du mal à payer une assurance. En France nous n'en sommes pas encore là, mais ça vient. Les gouvernements s'acharnent à détruire les statuts des fonctionnaires, en détruisant tous les services publics.

Cette destruction est mise en œuvre de manière brutale par le refus total de négociation, la gestion de la population par la stratégie du choc, par la peur, par la criminalisation de l'action syndicale, de la grève, des manifestations. En France, aujourd'hui et depuis un an, nous vivons sous un régime d'exception: l'État d'urgence. Tous pouvoirs à l'État. Suppression des libertés individuelles. Depuis l'attentat du 13/11/2015, nous sommes le seul pays d'Europe à être sous cette disposition.

Jack London, l'écrivain, celui qui a écrit «*Le talon de fer*» avait bien raison: la dictature financière s'établira si nous ne nous organisons pas et si nous ne nous battons pas contre cet ordre de destructions massives. L'urgence est à l'ordre du jour, mes chers camarades.

Lorsque l'injustice devient la loi, l'insurrection est un devoir.

Mes chers camarades, je laisse la parole à ma camarade Christine qui va poursuivre l'intervention de l'U.A.S.

Je souhaiterais, mes chers camarades, qu'il y ait la possibilité d'avoir les adresses mail de chacun pour que l'on puisse communiquer entre nous, et de temps en temps, échanger sur ce qui se passe dans nos pays respectifs.

Marc HÉBERT

Quel honneur que de participer à la conférence mondiale des travailleurs contre la guerre, l'exploitation et la précarité!

Je porte un salut tout particulier aux femmes ici présentes, héroïnes du quotidien, qui combattent inlassablement pour leur liberté d'action et leur liberté dans le travail.

En France aussi, trop souvent, les femmes sont les travailleurs de l'ombre. Elles travaillent comme des forçats pour des salaires de misère. Les amplitudes horaires démesurées, les temps partiels, les manutentions physiques et répétitives altèrent la santé, la vie sociale et familiale d'une grande partie des femmes au travail.

Au nom d'une prétendue égalité entre les hommes et les femmes, le législateur a supprimé les protections particulières faites aux femmes sur le travail de nuit. Il a obéi au capitalisme soutenu par le gouvernement européen. Aujourd'hui, dans les entreprises, les mesures de protection des femmes enceintes et des mères de nourrissons ne sont plus appliquées, alors qu'elles existent encore.

Une autre aberration, l'obligation de la parité dans toutes les élections professionnelles des instances représentatives du personnel dans les entreprises. Obligation faite d'avoir le même nombre de femmes et d'hommes sur les listes présentées aux élections professionnelles.

Stupide, comment peut-on prétendre mesurer l'engagement militant d'un élu ou d'une élue, en fonction de son sexe?

Je vous donne un exemple, je travaille dans le secteur de l'action sociale, où 70% des salariés sont des femmes. Croyez-vous que, lorsque nous organisons les listes électorales avec les camarades, le plus souvent des femmes, nous inscrivons des candidats masculins «*potiches*» parce que ce sont des hommes? Ça serait dégradant pour eux!

La discrimination positive reste une discrimination et de plus, défavorable pour une partie des salariés.

L'égalité entre les hommes et les femmes est un leurre, par contre, nous exigeons l'égalité de droit. À travail égal, salaire égal ... et là, c'est rarement respecté! Et même avec des grilles de salaires.

Aujourd'hui, nous nous sentons comme un insecte sur le dos, pris au piège.

Que font dans ces cas-là les salariés, les ouvriers et les paysans? Ils s'organisent en associations, c'est à dire en syndicats. Dans le centre de la région Bretagne, secteur géographique déserté, donc sans emploi, mes camarades qui travaillent auprès des personnes âgées, s'organisent pour lutter contre la pauvreté dans leur quotidien de mère de famille, de façon fraternelle, autour de la vie syndicale. Les agents de service de nettoyage dans les grandes entreprises, dans les usines, travaillent la nuit, cachés de tous. Leur secrétaire syndicale les visite inlassablement quelle que soit l'heure de la nuit ou de la journée; elle organise le combat pour qu'elles sortent de l'ombre et acquièrent droits et respect.

Nous ne nous contentons pas d'une journée comme le 8 mars, «*journee de la femme*». Nous avons plus d'ambitions. Nous voulons avoir la liberté d'agir, de travailler comme nous l'entendons, tous les jours de l'année, du 9 au 7 mars de l'année suivante. Le sacrement d'une journée pourrait nous couper les ailes.

Nous, salariés, hommes et femmes, nous sommes les experts de nous-mêmes. N'autorisons personne à parler en notre nom, car nos propos seront déformés et nous en resterons sans voix.

Et certains, complaisamment, pourraient nous «*expliquer*» que nous sommes trop gourmands, qu'il faudrait peut-être attendre, être patientes et patients,... dans l'intérêt général! L'intérêt général ne va jamais dans notre sens; il est souvent adressé aux nantis.

Soyons acteurs de notre émancipation afin de nous affranchir des idéologies et des concepts qui finissent toujours par être directifs et nous maintiennent dans la soumission.

Concernant les travailleurs salariés, l'UAS., considère que: les groupements syndicalistes, constitutifs de la première Association Internationale des Travailleurs, constituent une référence, tant dans ses buts, son organisation fédérative, que ses actions internationalistes, aujourd'hui, aucune confédération syndicale internationale d'importance ne peut se prévaloir de cette filiation, toutes ayant de fait, pour finalité, le maintien du cadre économique capitaliste et de l'exploitation salariale, il appartient aux syndicalistes, fédérations, confédérations, de se réapproprier l'autonomie d'action nécessaire à l'émancipation humaine, il leur appartient de prendre les relations nécessaires à la constitution, à terme, d'une nouvelle confédération internationale des syndicats, libres, loin de la C.E.S. et de la C.S.I.

Les anarcho-syndicalistes de l'UAS., considèrent:

- que tous les groupements politiques, partageant ces buts d'émancipation, doivent coordonner leurs actions à ces fins et en toute loyauté;
- qu'ils ne doivent, en aucun cas, ni se substituer aux groupements syndicaux, ni les soumettre à leurs actions politiques, ni les intégrer;

Nous considérons que, sur cette base, une entente, une alliance ou une coordination de ces groupements doit être créée.

Pour l'UAS., le projet de cette conférence est de continuer à construire et à renforcer l'entente internationale des travailleurs, en tant que syndicalistes, afin de renforcer les liens entre syndicats à travers le monde dans l'esprit de la Charte d'Amiens.

Nous demandons donc, que le comité d'organisation comprenne un large éventail de représentations et l'U.A.S. demande à y être associée.

Pain, Paix et Liberté!

Lal salaam! (*)

Christine AUBERY

LE CONTEXTE...

Début novembre 2016, quelques jours avant le début de la *Conférence mondiale contre la guerre, l'exploitation et la précarité* à Mumbai, le premier ministre MODI et le gouvernement indien, décident de supprimer les billets de 500 et 1.000 roupies, avec pour objectif la lutte contre la corruption et le marché noir. Les indiens doivent se présenter dans les banques afin d'échanger leurs billets obsolètes contre de nouveaux billets de banque, tout neufs, de 2.000 roupies. Tout le long de notre séjour, nous constaterons de longues files d'attente devant les officines bancaires.

Pourtant, ces deux billets représentent la majorité des échanges économiques en Inde, les salaires étant payés en espèces. La décision de cette opération surprenante est prise soudainement, sans explication par le gouvernement. Elle s'impose aux plus démunis et aux plus pauvres.

C'est avec cette information, sans que nous puissions en mesurer les effets, que nous arrivons à l'aéroport de Mumbai après 10 heures d'avion sans escale, le 17 novembre. Immense aéroport, plaque tournante de toute l'Asie. C'est une très belle construction en staff, faite d'immenses voûtes alvéolées s'élevant à partir de piliers gigantesques. Sous ces voûtes aériennes, d'immenses files d'attentes, petits cheminements pour faire viser son passeport, son visa, photo à l'arrivée, etc... La police de l'aéroport ne rigole pas, il faut obéir aux injonctions, pas de place aux hésitations, ni à l'incompréhension.

L'ambiance est de plus en plus tendue au fur et à mesure, surtout lorsque nous arrivons devant les banques de change. Là, c'est chaud! Écartons rapidement les représentations occidentales d'un peuple dit non-violent... Gandhi est seulement imprimé sur les fameux billets de banque. La colère gronde. Et des banques de change ferment leur boutique. Manque de matière première?

Nous évaluons nos besoins et nous changeons chacun 100 € qui valent plus de 6.600 roupies.

Nous attendons! Tout au long de notre séjour, nous avons attendu, les uns au change, puis le taxi prévu, puis le changement d'hôtel, le bus... Pour ma part les attentes ne sont pas désagréables, il y a tant de choses à regarder.

L'organisation de la conférence, sur place, est complexe à comprendre. Nous arrivons dans un premier

(*) *Salut rouge!*, salut que se donnent les syndicalistes indiens entre eux)

hôtel très modeste, uniquement pour la première nuit, certainement plus utilisé par les indiens que par les occidentaux. Dès notre arrivée, nous mangeons, buvons à la mode indienne. Après une petite nuit de deux à trois heures, Marie Louise, Isabelle et moi qui avons partagé la même location, décidons sans attendre l'arrivée des autres camarades, de partir à la découverte du quartier.

Nous sommes à Andheri, pas très loin de l'aéroport, ni du centre historique de Mumbai. Mais durant tout le séjour, nous n'avons jamais réussi à nous y rendre. Les indiens nous répondaient, c'est trop long, trop de trafic. Et puis nous n'avons pas trouvé le temps nécessaire pour une vraie visite. En fait, nous sommes restés dans la banlieue de Mumbai, lieu de vie du monde ouvrier. Mumbai totalise dans toute la mégapole, 20 millions d'habitants avec une densité estimée à 22.000 habitants au kilomètre carré (source Wikipédia).

Le premier hôtel se situait dans une propriété entourée de murs qui comprenait plusieurs immeubles de quatre à cinq étages: tous des logements, avec une piscine, toute petite, au centre. Une barrière interdisait l'entrée du pâté de maisons, gardée et surveillée. Nous avons marché le long de la route qui continuait après le mur d'enceinte. De trottoirs, point. Les véhicules roulent en klaxonnant tout le temps, et dans tous les sens: les vélos, les triporteurs «*rickshaw*», les voitures, les camions, les charrettes à bras... Les piétons sont obligés de slalomer parmi tous ces véhicules, en tenant compte des détritiques, des excréments, des trous et toutes sortes de pièges à chevilles. Les égouts peuvent, par endroit, être béants; les dalles qui les recouvrent, soulevées par les crues pendant les moussons. Il y a des camions-bennes à ordures, des femmes et des hommes qui poussent les déchets avec de tous petits balais. Mais l'organisation n'est pas à la dimension colossale des détritiques produits par une population aussi importante. Du reste, nous avons appris dernièrement, que 2.700 salariés viennent d'être embauchés par la mairie de Mumbai, après un long et âpre combat mené par les syndicalistes que nous avons rencontrés lors de la conférence. Avant cela, ce sont des O.N.G., sous-traitées par la mairie, qui les «*indemnisent*», donc ils n'avaient aucunes garanties propres au salariat.

Petite parenthèse, l'Économie Sociale et Solidaire, dont font partie les O.N.G., sévissent de partout dans le monde et participent à la destruction des conditions et des droits des travailleurs.

Mais nous avançons, bien décidées à ne pas perdre notre temps. D'abord, après la chaleur, c'est la poussière et l'odeur. Tout est recouvert d'une poussière noire, issue des fumées des déchets qui brûlent régulièrement et des pots d'échappement des véhicules.

Des voitures qui semblent stationnées depuis quelques temps, sont couvertes d'une épaisseur importante de cette poussière, comme absorbées par la terre. Nous voyons des terrains avec de petites fumerolles par endroit, une terre grise où sont bâties des habitations de fortune. Nous croisons, parfois, des enfants presque nus qui s'amuse le long de la route, le corps couvert de cette même poussière collante.

Nous constatons une hiérarchie dans la qualité du bâti. Cela va des cartons en bord de route ou dans les jardins, à des cabanes à hauteur d'hommes jusqu'à un habitat qui ressemble aux favelas du Brésil, plus élaboré avec électricité. Ces constructions sont contiguës aux logements «*en dur*».

Des immeubles de plusieurs étages, en construction, au stade béton uniquement, inachevés donc, sont investis par des familles. Un bidonville vertical. Le linge est étendu et flotte sur ces grandes terrasses sans balustrades.

Régulièrement, durant les quatre jours, nous avons vu des camions-citernes qui transportent et livrent de l'eau. Un pont enjambe une rivière dont l'eau est noire, stagnante. Des aigrettes blanches fouillent la boue.

Chaque carrefour est un lieu de commerce: des charrettes à bras où sont disposés des légumes, des échoppes sous des bâches plastiques couvertes de la même poussière noire, des cuisines de restauration rapide, le coiffeur ou un temple. Chaque mètre carré est occupé jusqu'à la chaussée. De nombreux chiens dorment ou vaquent à des occupations canines. Ils ne sont la propriété de personne et du coup totalement indifférents aux êtres humains qu'ils côtoient en bon voisinage. Nous avons vu une fois des vaches qui se nourrissaient dans des tas de poubelles ménagères. Vu un chat couleur de poussière qui courait un rat. Tout cela près de la chaussée, à quelques pas de moi.

Vers midi nous changeons d'hôtel, plus luxueux! Entièrement occupés par des congressistes venant de nombreux pays. Nous y sommes!

Toujours à Andheri, toujours en banlieue. Nous fréquentons les commerces du coin. Nous sommes très loin des quartiers touristiques ou affairistes.

Notre premier repas de midi est épique. Le responsable de l'hôtel nous propose de commander des plats tout prêts, la délégation française organise, les américains, les italiens et les roumains nous rejoignent ... les plats se succèdent, ... mais quand vient le moment de l'addition, cela se complique. Le responsable fait un calcul exorbitant qui ne correspond en rien à la réalité. A la fin des trois jours, les camarades (français) emportent la négociation. Une réaction syndicale face au patronat, même indien.

Le premier soir, nous faisons la découverte d'un restaurant de quartier; il devient notre cantine pour dîner. Nous nous organisons, grâce à la gestion de Marie Louise, à payer par deux, à tour de rôle, pour remédier aux difficultés des commerçants à rendre la monnaie sur nos gros billets. Malgré les différences de langues et des quiproquos, nous arrivons à passer commande: de supers repas, dans une ambiance digne des repas syndicaux.

Une grande partie de la délégation française est constituée de syndicalistes, Force Ouvrière pour la majorité. Mais personne n'est mandaté par F.O., la plupart représente leur parti politique.

Le jour où commence la conférence, le second bus n'arrive pas, et nous décidons d'utiliser le moyen de transport local, le *rickshaw*. Expérience impressionnante. Les chauffeurs passent avec dextérité entre les camions, les véhicules de tous genres, à grands coups de klaxons.

Les autres jours, nous ferons le trajet du lieu de la conférence à l'hôtel en bus. Un bus décoré avec des rideaux à pompons, un petit autel dédié à bouddha sur le tableau de bord. Le chauffeur, qui klaxonne tout autant, est assisté par un jeune homme chargé de l'aider dans les manœuvres et les carrefours dangereux. Il descend du bus, arrête les voitures, surveille l'arrière, remonte sur le marche pied.

Nous constatons cette répartition du travail partagé entre plusieurs individus, de la même façon que dans l'organisation des repas. Un grand nombre de jeunes hommes qui faisaient le service, avaient leurs tâches attribuées et bien définies. Cette séparation dans le travail, entre eux, semblait complémentaire. Un tout jeune garçon, un jour, s'est glissé par la porte dans la salle et a écouté les syndicalistes indiens, plaqué contre le mur. Tout au long de la durée de la conférence, ce sont des syndicalistes de Mumbai qui s'occupent de notre confort. Ils négocient avec les chauffeurs de *rickshaw* ou de bus. Nous avons été très bien accueillis.

Le lieu de conférence, ainsi que la cour d'entrée étaient décorés: drapeaux rouges tendus. Un stand de livres. Un petit salon de jardin à l'ombre de grands arbres. L'ambiance est chaleureuse. 250 à 300 personnes à nourrir à midi. Les organisateurs indiens tiennent à ce que les délégations étrangères soient servies en premier, même si, par habitude, nous nous mettons à la suite dans la file d'attente tout en discutant, ils nous tirent par le bras pour nous mettre devant. Les repas sont copieux, les plats nombreux et très variés. Nous mangeons tous debout sous un auvent le long du bâtiment, à l'ombre et presque au frais. Bien sûr, la conférence a pris du retard dans le déroulement, et pour cela il est annoncé par les organisateurs, qu'il n'y aura pas d'interruption pour la pause de l'après-midi... Ben voyons, pause syndicale, tout le monde fait à nouveau la queue pour le thé de 16h30! Et la conférence s'interrompt, faute d'auditeurs.

La moitié des auditeurs sont des auditrices! Elles sont nombreuses, toutes habillées de saris ou de longues tuniques sur des pantalons longs et étroits pour certaines. Certaines jeunes filles portent des jeans. Parfois, elles sont habillées de saris de couleur identique. Elles nous dévorent des yeux, je fais de même, et les contacts se font malgré les langues différentes. Nous sommes prises en photo. Un jeune couple est présent avec leur petite fille âgée d'à peine un an. Chaque jour, la maman et la fillette sont habillées de couleurs semblables. Tous sont des prolétaires, mais tous ont pris soin de leur tenue. Le monde ouvrier se ressemble de par le monde. Bien habillés pour marquer l'événement, le plaisir de manger ensemble, de chanter et de se raconter les bagarres syndicales. Et pour nous soutenir, nous nous applaudissons mutuellement.

Tout au long du séjour, il est curieux de voir passer toutes ces femmes, habillées de couleurs éclatantes, sortant parfois de bidonvilles.

Le dimanche après midi, à la fin de la conférence, un grand meeting est organisé dans un jardin clos attenant au bâtiment. Dehors, pelouse verte, rangées de fauteuils blancs, très «*garden party*». Toutes les femmes ont mis leurs plus beaux saris et tous leurs bijoux. C'est très impressionnant. Elles sont toutes d'un

côté. Certaines nous rejoignent et se mêlent aux auditeurs de la conférence qui sortent et viennent s'installer. Les deux représentants chinois s'assoient sur les chaises libres devant toutes les femmes venues de Mumbai. Dans un anglais approximatif, ils m'expliquent que c'est la meilleure place. À la fin du meeting, ils étaient assis, à l'écart, fatigués certainement. Je leur dis que nous partons à l'aéroport pour rentrer en France, ils m'ont pris dans leurs bras avec beaucoup d'émotion. Comme si... mais, oui, c'est la dernière fois.

Voilà pour le plaisir des yeux et des papilles. L'ambiance fraternelle est palpable. La conférence mondiale contre la guerre, l'exploitation et la précarité ne se limite pas à cette description. Il y a, bien sûr, toutes les interventions de syndicalistes et des partis politiques des pays représentés. Marie Louise prend beaucoup de notes. Contrairement à elle, je me laisse couler dans l'ambiance.

Je baragouine dans mon anglais approximatif. Nous avons remarqué, collées aux murs et aux endroits stratégiques (arrêts d'autobus), des affiches qui annonçaient la conférence. En anglais et en hindi. Nous demandons à Rajeev, un des interprètes en français, de faire l'intermédiaire: nous voulons avoir aussi ces affiches. Le lendemain, le représentant du syndicat de l'aéroport de Mumbai, installe un stand avec deux affiches, une en hindi et l'autre en anglais. J'explique au camarade que nous faisons aussi des affiches en noir et rouge. Comme il me donne leur journal, je lui raconte que nous avons un journal constitué d'articles écrits par les syndicalistes eux-mêmes... Là, il me regarde, interloqué... Je ne suis pas sûre qu'il m'ait crue!

Lors du meeting, les syndicalistes de Mumbai, ont déroulé une banderole qui devait faire près de 50 mètres de long! Une vraie bande-dessinée! Elle représentait les manifestations, les ouvriers sur leurs lieux de travail, en situation, les photos de leurs représentants... Extraordinaire!

Nous sommes les seuls à nous présenter comme anarcho-syndicalistes. Trois seulement. Marc nous installe, devant, à l'entrée de la salle. Seuls les premiers rangs ont une table devant eux. Il indique sur une feuille de papier les coordonnées de l'UAS. Nous nous adaptons rapidement.

Nous sommes tous équipés de radio avec des écouteurs pour entendre les traductions simultanées. Ce n'est pas très facile de suivre. Les mots sont traduits mais le sens reste parfois obscur. Quatre langues officielles, l'anglais, l'hindi, le français et l'espagnol. Des «*chuchoteurs*» font la traduction pour les autres langues.

Le voyage aller, dix heures de vol, nous laisse du temps pour nous organiser. J'avais préparé un texte, avant de partir. Marie Louise et Marc en prennent connaissance et nous en sélectionnons une partie. Nous décidons que Marc fera la présentation de l'U.A.S. et de notre analyse, je suivrai avec mon écrit sur le travail des femmes en particulier et, ensuite, notre choix d'organisation syndicale. Nous indiquons notre souhait de présence dans les futures conférences mondiales. Nous martelons notre fidélité à l'organisation syndicale inspirée de PELLOUTIER et de la Charte d'Amiens. Nous affirmons notre volonté d'émancipation totale des travailleurs, loin de tous les partis politiques. Marc prend connaissance du salut des syndicalistes indiens entre eux: «*Lal salaam*».

L'intervention est tapée et voilà, nous sommes prêts.

Nous sommes appelés pour intervenir le deuxième jour de la conférence. Suite à celle-ci, beaucoup se rapprochent de notre table en marquant leur intérêt.

De nombreux participants à la conférence sont sur la base du *trade-unionisme*. Certains intervenants affirment la nécessité d'acquérir leur indépendance vis-à-vis des partis politiques. Personne, comme nous, ne l'a soutenu si haut et si fort. C'est ce qui me semble avoir le plus surpris.

Bien qu'invitée, je ne souhaitais pas participer à de quelconques commémorations des «*Femmes*» le 8 mars. En général, dans ce genre d'événements, on y sonne le glas. Les jeunes étudiantes sud-africaines sont venues approuver notre déclaration à ce sujet. Des syndicalistes indiennes, qui ne prennent pas part aux interventions, me sourient de façon appuyée.

Une journaliste indienne, indépendante, nous demande une interview quelques minutes après. Elle s'étonne que nous revendiquions et luttions contre la loi Travail en France, alors que nous avons un gouvernement «*socialiste*». C'est Marie Louise qui donne le plus d'explications; de nous trois, c'est elle qui parle le mieux l'anglais. Cent fois mieux que moi. L'article est paru dans le journal «*Mumbai Mirror*» le 21 novembre. Elle a également interviewé les chinois, un américain et les trois étudiantes sud-africaines.

À la fin de la conférence, une résolution nous est donnée, elle est écrite en anglais. Nous demandons qu'on nous la traduise en français. Bien sûr le vocabulaire est d'obédience marxiste. C'est à noter qu'au fil des interventions, j'ai le sentiment que l'histoire ouvrière ne commence qu'en 1917, c'est rude pour une française qui chante les canuts depuis tout enfant... Il manque un siècle d'histoire, là, d'où nous venons.

Mais j'ai signé parce que nous, anarcho-syndicalistes, devons continuer à participer aux conférences mondiales des travailleurs. Qu'il y ait des divergences entre les trotskistes et nous, nous le savons, cela ne nous empêche pas, en tant que syndicalistes uniquement, aujourd'hui, de militer ensemble dans nos syndicats et dans nos U.D.

Le temps presse. Les travailleurs présents à la conférence nous ont entendus. Nous ne sommes pas venus rencontrer les leaders des partis politiques. Non, ce sont nos semblables que nous voulions contacter. La guerre est partout.

Je n'ai pas le sentiment de m'être fourvoyée. Je suis salariée, j'ai signé plus d'une vingtaine de contrats de travail, je connais toutes les déviations du lien de subordination. En tant que déléguée syndicale, je négocie avec le patronat. Cela n'empêche pas que je pense savoir garder ma place, et syndicalement, elle est avec les salariés, tous les travailleurs dans le monde, pour défendre tous nos droits contre le capitalisme, sans concession, pour lutter contre la guerre, l'exploitation et la précarité. Sans attendre. À nous, à l'U.A.S. de renforcer les liens que nous avons établis.

LA CONFÉRENCE...

La conférence était organisée par une union de 4 syndicats indiens. Elle a été ouverte par N.VASUDEVAN du comité de solidarité syndicale, l'un des membres de cette union. Son intervention a été suivie de celle de Alan BENJAMIN de la délégation des U.S.A., de Daniel GLUCKSTEIN pour la délégation française et d'un juge de la cour suprême de l'Inde. Les 3 autres syndicats membres de l'union organisatrice ont ensuite pris la parole. Il nous a été indiqué que le représentant de l'un de ces syndicats avait dû être remplacé au dernier moment parce que son représentant initial avait été tué, mais nous n'avons pas eu plus d'explication.

28 pays étaient représentés mais certaines délégations n'avaient pu faire le déplacement notamment celle du Pakistan voisin qui s'était vu refuser un visa, ainsi que celles du Burundi et de la Tunisie.

En début de conférence, les organisateurs ont présenté l'objectif de celle-ci. En quelques phrases: partager l'analyse pour construire des actions communes... discuter des obstacles qui entravent la classe ouvrière dans son combat... faire pression sur les organisations ouvrières pour qu'elles ne plient pas devant les exigences du capitalisme... Le but de la conférence: dépasser les différences d'opinions pour avancer vers l'union du monde ouvrier à l'échelle internationale et la création d'un cadre commun pour le combat.

Puis, des représentants des différentes nationalités sont intervenus à la tribune pour présenter la situation dans leur pays. Il y a eu 64 interventions.

Les intervenants indiens étaient, bien sûr, majoritaires: 94% des travailleurs indiens sont des travailleurs précaires; 150 millions d'entre eux se sont mis en grève en 2015 pour réclamer une augmentation de salaire et dénoncer les réformes du marché du travail mis en place par le gouvernement MODI. Ce gouvernement a lancé un concept «*Make in INDIA*» qui consiste à vendre l'Inde comme un pays d'avenir pour les affaires, ceci notamment par une réglementation ad hoc, c'est à dire au détriment des travailleurs. Il s'agit ni plus ni moins que de vendre le pays aux capitaux étrangers.

Le témoignage de 2 militants ouvriers de la société «*Maruti-Suzuki*» était édifiant:

Cette usine située dans le nord de l'Inde a été privatisée en 2002 et est passée sous contrôle de Suzuki.

Suite à cette privatisation, 75% des travailleurs ont été employés de façon précaire, sans la moindre protection sociale.

Les conditions de travail sont devenues extrêmement difficiles. Dans la plupart des cas, 50% du salaire mensuel était variable et fonction de la productivité. Les travailleurs pouvaient perdre environ 25% de cette fraction de leur salaire s'ils étaient absents une seule journée en raison d'un congé de maladie.

Le seul syndicat était un «*syndicat maison*».

Les ouvriers ont réussi à constituer un syndicat indépendant appelé le *Syndicat des travailleurs de Maruti-Suzuki (M.S.W.U.)*, unissant les travailleurs permanents et les travailleurs précaires. En 2011, le syndicat a commencé à prendre des mesures pour être légalement reconnu. Après une série de manifestations et de grèves, le syndicat a été reconnu, mais la direction de l'entreprise a refusé toute discussion sur les demandes de régularisation des emplois précaires.

En juillet 2012, des heurts ont éclaté suite à des provocations de voyous, embauchés par la direction. La police est intervenue. Un atelier a été incendié, et un directeur a été tué dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées.

147 des ouvriers de la compagnie, dont tous les dirigeants du syndicat M.S.W.U., ont été arrêtés dans les jours suivants, y compris des travailleurs qui n'étaient pas présents dans l'usine quand les événements ont eu lieu. L'un de ces militants ouvriers, qui venait d'être libéré après 4 ans d'emprisonnement, était présent à la conférence.

Onze travailleurs sont toujours en prison aujourd'hui, quatre ans plus tard. Leurs affaires doivent être jugées par une haute cour dans les prochains jours. Les autorités indiennes sont défavorables à leur libération: «*libérer les travailleurs Maruti enverrait un mauvais signe pour les investisseurs étrangers*». Tous les participants indiens ont dénoncé la connivence du gouvernement avec les multinationales indiennes et étrangères dans la négation des droits des travailleurs, le faible montant des rémunérations... et évoqué la difficulté d'organiser les travailleurs et la nécessité de l'union de tous les travailleurs du pays au delà des différences de religions, langues, castes...

Des participants chinois ont évoqué une situation comparable: là aussi, les dirigeants vendent le pays aux capitaux étrangers au détriment des travailleurs.

Deux d'entre eux sont montés à la tribune. Ils ont dénoncé l'attitude des syndicats officiels qui disent tout simplement aux travailleurs mécontents en grève de retourner au travail. Jusqu'en 2012, si les travailleurs étaient en grève, la politique était de négocier avec eux, mais les manifestations devaient être confinées à l'usine et ne pouvaient s'étendre dans les rues. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président XI JINPING, même cela n'est plus permis. Au nom de la «stabilité», la direction a le dernier mot. Les revendications des travailleurs sont qualifiées de «politiques» et la direction a même ses hommes assis à l'intérieur des véhicules de police pour indiquer quel travailleur doit être arrêté. Les travailleurs ont donc peur d'élire leurs propres représentants. Mais les travailleuses sont plus courageuses dans les situations difficiles.

Alors que la Chine est un carrefour pour les investisseurs internationaux, toutes les entreprises ne respectent pas les lois du travail. Les pires sont les entreprises chinoises puis les sociétés coréennes, hongkongaises et taïwanaises, mais même les sociétés américaines et européennes ne respectent pas toujours le versement des pensions de retraite et des indemnités en cas d'accident.

L'un des intervenants, HOI GO, nous a expliqué qu'il est, comme la plupart des travailleurs chinois, un migrant de l'intérieur: sa femme et lui travaillent dans une grande ville, tandis que ses enfants sont pris en charge par ses parents. L'époque du président MAO était meilleure pour les travailleurs, même s'il n'y avait pas de liberté. Aujourd'hui, les travailleurs n'ont pas la liberté de s'organiser mais il ajoute: «*Bien que les médias de l'État censurent les nouvelles sur le mécontentement des travailleurs, nous nous coordonnons à travers les médias sociaux*».

Berthony DUPONT d'Haiti a, lui aussi, souligné que son pays a été mis en coupes réglées au profit des capitaux internationaux, suite au tremblement de terre de 2010. La Fondation CLINTON a détourné des milliards de dollars de dons destinés à aider la population après ce tremblement de terre. De plus, des gros donateurs de la Fondation se sont vus attribuer des projets de reconstruction.

Les investissements financés par la Fondation ont aidé les investisseurs étrangers et les riches élites haïtiennes, non la population pauvre; tout ceci avec la complicité du président Michel MARTELY, élu en 2011

grâce au soutien de la Fondation CLINTON, et qui a choisi comme premier ministre l'ex-chef de cabinet de Bill CLINTON.

Un membre de la délégation du Brésil a parlé de la situation dans son pays suite à la destitution de Dilma ROUSSEF et l'arrivée au pouvoir de Michel TEMER: LULLA était un bon président. La classe ouvrière avait bénéficié d'avancées sociales.

Aujourd'hui, l'âge de la retraite a été retardé, les lois sur le travail ont été modifiées de façon défavorable aux salariés, le travail précaire se développe, les gens sont expulsés de leur logement... Le gouvernement veut faire voter une loi prévoyant le gel des dépenses publiques pendant 20 ans, ce qui va entraîner le blocage des salaires et la mise en cause des indemnités chômage. Les étudiants de tout le pays ont manifesté contre le travail précaire.

Un militant du Chili a souligné que les gouvernements dits socialistes ont été plus brutaux et plus déterminés dans la destruction des droits des salariés.

Gloria GRACIDA, mexicaine, enseignante et syndicaliste, a parlé de la syndicalisation des ouvriers agricoles et des résultats obtenus grâce à une campagne de boycott.

Un militant hongrois a dénoncé le développement du chômage et les prix élevés dans le pays. Sous le gouvernement communiste, c'était mieux: les travailleurs avaient des petits revenus mais il y avait du travail pour tous. Aujourd'hui, le pouvoir est autocratique, les médias trompent le peuple, les syndicats sont en déclin, l'opposition est sans pouvoir. De plus, des modifications constitutionnelles ont affaibli la démocratie...

Serge MONSIEUR, militant syndical ouvrier belge, a évoqué la situation dans son pays: après une absence de gouvernement pendant 521 jours, le pays est aujourd'hui dirigé par un gouvernement socialiste. Une réforme de l'État prévoit la régionalisation des allocations familiales, de l'aide aux personnes et du «*petit volet soins de santé*». C'est la dislocation de la sécurité sociale: «*Le communautarisme porte la dislocation des acquis ouvriers comme la nuée porte l'orage*».

Au printemps dernier, les manifestations se sont multipliées contre la réforme du travail du gouvernement MICHEL. Le mot d'ordre des manifestants était la chute immédiate du gouvernement mais les appareils syndicaux ont refusé ce mot d'ordre, ils ont arrêté les mouvements sociaux et sont retournés négocier avec le gouvernement.

Résultat: toutes les mesures du gouvernement sont passées et les salariés ont perdu beaucoup de droits. Il demande que la conférence aborde la question de la position des appareils syndicaux.

H.W. SCHUSTER, militant allemand, membre du S.P.D., a dénoncé la politique de l'U.E. en matière d'armement: la semaine précédant la conférence, la Commission européenne a présenté un plan d'action européen de la défense qui prévoit la création d'un fonds d'action européen destiné à soutenir les investissements dans la recherche et le développement en matière de défense. Ce fonds comprendra un volet «*recherches*» et un volet «*capacités*» destinés à favoriser et développer l'équipement de défense des États européens. Son budget total s'élèvera à plusieurs milliards d'euros par an. Il s'agit d'une attaque de plus contre la classe ouvrière: les puissances occidentales se sont réparti les rôles dans le monde. Les pays d'européens ont pour mission de contrôler l'Afrique en soutien des intérêts des U.S.A.

Klaus SCHÜLLER, également militant allemand, membre de la commission ouvrière du S.P.D., fait le constat de l'extension du travail précaire en Allemagne et cite le cas d'*Amazone*. Jeff BEZOS applique ses décisions sur les conditions de travail et salaires dans les entrepôts de la société de façon unilatérale: les salariés de trois centres de distribution *Amazone* ont lutté pour obtenir l'application d'une convention collective. Ils ont fait des grèves et ralenti le rythme du travail. Le combat d'*Amazone* a démonté le mythe selon lequel on peut travailler dans de bonnes conditions sans convention collective.

Chris SILVERA, militant des U.S.A. a expliqué que le parti démocrate a trompé la classe ouvrière. Les directions des syndicats sont aux mains du parti démocrate. C'est pourquoi, elles n'ont pas soutenu la candidature de Bernie SANDERS. Les travailleurs ne voulaient ni de CLINTON, ni de TRUMP.

Ils ont voté TRUMP, non par racisme, mais parce qu'ils ne supportent plus de voir leur situation se dégrader.

Si le parti démocrate avait présenté Bernie SANDERS, le résultat aurait été différent.

Plusieurs membres de la délégation française sont montés à la tribune pour dénoncer notamment les guerres menées par le gouvernement en Afrique, les mesures remettant en cause l'enseignement public, la réduction du nombre de fonctionnaires et affirmer la nécessité de la grève générale (tout en rappelant les entraves à celle-ci).

En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous avons insisté sur la séparation entre les partis politiques et les syndicats et l'indispensable indépendance des organisations syndicales. Notre intervention n'était donc pas dans la ligne des autres interventions. Elle a été appréciée modérément, vu le contexte, mais beaucoup de militants syndicalistes dans la salle sont venus nous voir et nous dire qu'ils avaient apprécié notre discours.

Un constat unanime: les gouvernements, quelle que soit leur tendance, ont vendu leurs pays aux grandes puissances financières. La concurrence pour attirer les capitaux se fait toujours au détriment des travailleurs, que ce soit dans les pays dits «*émergents*» ou les pays dits «*développés*».

Nous avons constaté que beaucoup d'intervenants se prévalaient de leur engagement à la fois politique et syndical, sans faire la séparation entre les deux. Certains espéraient l'intervention de l'État pour faire avancer les droits des travailleurs et même, pour quelques uns, pour s'organiser.

Un militant indien n'a pas hésité à affirmer que le socialisme n'est plus crédible aujourd'hui. Pour un autre militant, ce n'est pas parce que les précédents gouvernements socialistes ont échoué que les prochains échoueront.

Plusieurs ont rappelé la révolution d'octobre.

A noter que, dans son intervention, le représentant de l'un des syndicats membres de l'union organisatrice, après avoir relevé qu'en Inde, partis politiques et syndicats sont liés, a insisté sur la nécessité de bien les séparer.

Tous ont insisté sur la nécessité d'échanger entre classes ouvrières des différents pays et de la nécessité de l'union; certains demandaient la mise en place d'une plate-forme politique commune, d'autres, d'une stratégie commune.

ARTICLE DU MUMBAI MIRROR - 21 novembre 2016:

WORKERS OF THE WORLD, UNITED

extrait de l'article au paragraphe «*France*»

La conférence de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire a rassemblé les syndicalistes du monde entier. Mumbai: deux cents syndicalistes provenant de 22 pays différents, sans compter les deux cents représentants indiens, se sont rassemblés ce week-end pour tenir la conférence de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire.

La conférence, qui se tenait à Chandivali, était organisée par quatre organisations syndicales indiennes: le *Trade Union Solidarity Committee*, le *New Trade Union Initiative*, *Kachra Vahatuk Shramik Sangh* et l'*Indian Airports Employees Union*. Le *Mirror* de Mumbai s'est entretenu avec les syndicalistes de quatre pays et constate qu'à travers le monde, la classe ouvrière doit faire face aux mêmes menaces. Aujourd'hui, ce ne sont pas tant les magnats de l'industrie qu'elle a comme ennemis, mais bien plutôt le Capital mondialisé qui compte un nouvel appui dans leurs propres gouvernements.

En France:

C'est un président socialiste qui a fait le malheur de la classe ouvrière, nous disent Marie-Louise Pichon, Christine Aubéry et Marc Hébert, trois militants de la *Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière*, une organisation syndicale indépendante qui s'est créée dès 1947.

Aujourd'hui, les heures supplémentaires des salariés servent à compenser les réductions du temps de travail. Il n'a jamais été aussi facile de licencier qu'aujourd'hui. Les salariés en grève ont du se battre, non seulement contre une police armée de lance-grenades lacrymogènes et de matraques, mais aussi contre des policiers infiltrés et jouant les provocateurs. Si les salariés ont conservé le droit de grève, à partir de juin - nous disent-ils - en France, ils n'ont plus eu le droit de manifester. Les salariés subissent aussi, à présent, une rhétorique anti-immigrants assénée par des leaders d'extrême-droite comme Marine Le Pen, pour laquelle ils ne sont pas immunisés. Peu d'entre eux s'en prendraient aux immigrants, mais la plupart pense qu'avec les immigrants, les salaires vont baisser. Il est intéressant de noter que ces militants accusent la TV d'avoir exacerbé l'hystérie contre les immigrants.

Peu après les attentats meurtriers, en France, une nouvelle loi - l'État d'urgence - a été promulguée, autorisant la police à forcer votre porte et vous arrêter dès lors que vous êtes suspecté, surtout si vous êtes musulman ou noir. *«L'État d'urgence est totalement inapproprié contre Daesh, mais très efficace contre les militants ouvriers»*, nous disent-ils.

Ces militants syndicaux constatent à regret que le nombre de salariés syndiqués ne représente plus que 8%. Les avantages de la Sécurité Sociale ont été et sont taillés en pièces par des socialistes au pouvoir, et de trop nombreux salariés, dans le doute, ne veulent plus faire grève. *«Ils ont oublié leur propre histoire, l'histoire de la classe ouvrière»*, constatent-ils à regret....

Jyoti PUNWANI,
traduit par Yvon.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 32 euros. Abonnement de soutien: 40 euros.
Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER - N° CCP 9998 28D Nantes
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur: Christophe BITAUD

Union des Anarcho-Syndicalistes: <http://www.uas-pelloutier.fr>
